

La LDH à la rencontre des citoyens nantais

La section de Nantes a organisé une réunion-débat en décembre 2009 sur le thème des libertés et des droits. Le succès de cet événement est le fruit d'un travail de mobilisation que la section compte poursuivre. Il montre aussi combien les citoyens sont en attente d'un autre projet de société.

Section de Nantes et du pays nantais de la LDH

La réunion-débat à Nantes du 9 décembre 2009 fut l'un des cinq événements nationaux de lancement de la campagne de la LDH « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits »⁽¹⁾. Une vraie réussite. Le public était conséquent : environ trois cent cinquante personnes. L'écoute a été extrêmement attentive. Les participants ont partagé un discours de raison, une attitude faite de responsabilité, voire de gravité. Le public n'était pas constitué de militants habituels : il était composé pour un quart de personnes jeunes, et pour un septième d'adhérents. Preuve en est que les thèmes de la campagne « parlent » à beaucoup... La distribution des tracts de la campagne (dans des lieux nouveaux, et, outre les lycées et facultés, beaucoup de salles de spectacle), suscitant l'échange, a été à cet égard payante. Un nombre significatif de personnes sont également venues sur sollicitation d'adhérents, ou même de sympathisants.

Mais le travail de communication n'explique pas tout. La présence régulière de la LDH dans les médias locaux et aux manifestations sociales de début 2009, sur des sujets divers, avec banderoles et/ou drapeaux, a sans doute contribué à attirer un nouveau public. Le travail a été inscrit dans

Les résultats de ce questionnaire – même sur la base d'un panel assez restreint – semblent montrer que les thèmes de la campagne ne sont pas « hors sol ». L'insécurité sociale tenaille les têtes et les corps.

le temps. Par ailleurs, nous avons sans doute eu raison, lors de la conférence de presse locale sur la campagne, de mettre en parallèle les urgences soulignées au niveau national avec les combats locaux correspondants : droits sociaux, libertés, égale dignité pour tous... Nous avons aussi ressenti le fait que les citoyens sont en quelque sorte « orphelins », c'est-à-dire à la recherche d'alternatives politiques globales. C'était donc certainement une bonne idée que celle de reprendre, sur le tract, l'appel national « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits »⁽²⁾. Celui-ci est dense, mais il forme une cohérence réelle ; c'est ce qui a pu convaincre les citoyens nantais, l'un après l'autre, de se déplacer. Il y a cependant une ombre à ce tableau, à savoir l'absence des associations et organisations amies avec lesquelles nous agissons en permanence. Nous avons pourtant, localement, une habitude de travail en commun, que nous trouvons payante. Et la proposition de la campagne est bien de réfléchir et d'agir ensemble. C'est pourquoi il paraît important de poursuivre le dialogue et de proposer aux organisations d'échanger sur le fond et les modes d'action communs. La participation et le comportement des personnes présentes à

la réunion-débat du 9 décembre montrent qu'il y a des forces disponibles afin de déterminer des voies pour vivre ensemble plus libres, plus égaux et plus solidaires. Certaines d'entre elles sont sorties « positivement ébranlées » de cette réunion-débat : « Quand on y réfléchit, la situation est grave, mais on peut en sortir... »

Cet ensemble d'éléments montre qu'il est possible de retrouver une posture, une volonté positive et offensive qui dépasse la ou les résistance(s), afin de réimposer les bases et les moyens d'une société respectueuse des libertés et des droits. La LDH a un espace et une responsabilité particulière dans ce projet. Notre positionnement d'association politique et généraliste est légitime, et aujourd'hui particulièrement utile et nécessaire.

Une enquête au cœur de la ville

Nous avons prolongé la campagne en allant à la rencontre des citoyen(ne)s et résident(e)s nantais. Douze ligueurs et ligueuses ont ainsi sollicité des passants, au hasard, un samedi, dans la rue la plus fréquentée de la ville. Les outils ? Une table ; les cinq plaquettes de la campagne (portant sur cinq thématiques distinctes) et un questionnaire, fait d'une



© DR

alternance de questions fermées et ouvertes autour des thèmes de la campagne : au niveau des droits, des acquis sociaux, considérez-vous que nous progressons ? Si vous considérez qu'il s'agit plutôt d'une régression des droits, pouvez-vous citer un exemple ? Les réformes actuelles sont-elles pour vous des réformes nécessaires ? Si vous considérez qu'il s'agit plutôt de « contre-réformes », pouvez-vous citer un exemple ? Avez-vous le sentiment de vivre dans une société solidaire ? Vous considérez-vous plus surveillé qu'avant ? Que représente un service public, selon vous ? Vous avez entendu le slogan : « Pour la régularisation des sans-papiers ». Qu'est-ce que cela représente pour vous ? Vous êtes électeur ; vous sentez-vous bien représenté par vos élus ? Si ce n'est pas le cas, quelle(s) réforme(s) souhaiteriez-vous ? Quarante-cinq questionnaires ont été remplis, puis dépouillés. Les conclusions, relatives à chacune des thématiques abordées, sont les suivantes :

- Sur les droits et acquis sociaux :

La mobilisation des personnes dans le cadre de la campagne de la LDH montre qu'il y a des forces disponibles afin de déterminer des voies pour vivre ensemble plus libres, plus égaux et plus solidaires.

(1) Ont participé : Jean-Pierre Dubois, président de la LDH ; Laurent Thévenot, sociologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, cofondateur, avec Luc Boltanski, du Groupe de sociologie politique et morale, et enfin Pierre Concialdi, économiste, co-animateur du Réseau d'alerte sur les inégalités, altermondialiste, chroniqueur à *Siné Hebdo*.
(2) Voir <http://www.ldh-france.org/urgence-libertes/?s=appl>.

38 personnes pensent que nous régressons dans les domaines relatifs à la santé (11), le droit du travail (10), l'éducation (8), aux retraites (4), au pouvoir d'achat, au logement, au chômage (3), à la lutte contre la pauvreté (1). Les personnes citent aussi spontanément, pêle-mêle, d'autres questions, pour elles aussi en régression : les droits des étrangers, les libertés individuelles (8), les travailleurs sans papiers (7), les inégalités, les services publics, les gardes à vue (5), la justice, la place des jeunes, la liberté de la presse (2), le droit d'asile, la liberté d'expression, les droits des femmes/avortement, les discriminations (1) ; 5 personnes ne se prononcent pas.

- Sur les réformes en cours : 24 personnes pensent que celles-ci sont en fait des « contre-réformes », 16 personnes ne se prononcent pas, une seule personne les pense nécessaires. Exemples de « contre-réformes » mentionnées : justice, santé (5), retraites, éducation (4), droit du travail (1), collectivités territoriales, fiscalité/bouclier fiscal, services publics,

logement, travail du dimanche, tout ce qui concerne les libertés (fichage, fichiers ADN), fonction publique, burqa (« il ne faut pas légiférer »).

- Sur la société solidaire : 27 personnes pensent que la société n'est pas solidaire, 11 personnes pensent que la société l'est, 4 hésitent, 2 ne se prononcent pas.

- Sur la surveillance : 37 personnes pensent que nous sommes davantage surveillés, 2 personnes ne le pensent pas, une personne ne se prononce pas.

- Sur ce que représente un service public, les enquêtés répondent : proximité, égalité, accessibilité à tous, activité au service des citoyens, solidarité, intérêt général, gratuité, redistribution, service non axé sur la productivité et le profit.

Bientôt, d'autres animations de rue

Sur la régularisation des sans-papiers, notons les opinions favorables : « il faut accueillir tout le monde sans exclure », « la régularisation permet de supprimer les "jungles" », « notre pays

est riche, on peut accueillir les sans-papiers», «ils travaillent, ils paient des impôts, ils sont une richesse», «ils aident au développement», «ils fuient les dictatures», «il ne faut pas fermer les frontières», «le 'melting-pot', c'est bien». Avec quelques opinions défavorables: «on ne peut pas accueillir tout le monde», «pas tous, mais un maximum»... Et des propositions: «aider les pays d'origine», «arrêter de soutenir les dictatures», «avoir une politique correcte d'immigration», «mieux gérer ces enjeux au niveau européen».

Sur la représentation par les élus: 18 personnes ne s'estiment pas représentées, 10 hésitent dans leurs réponses (cela dépend du niveau, local ou national), 13 personnes ne se prononcent pas, 3 personnes pensent qu'elles sont bien représentées. Quant aux réformes, les propositions sont de «revoir le mode électoral», «introduire de la proportionnelle», «permettre le vote des étrangers aux élections locales», «moins déléguer», «créer une démocratie participative», «interdire le cumul des mandats».

Les résultats de ce questionnaire – même sur la base d'un panel assez restreint – semblent montrer que les thèmes de la campagne ne sont pas «hors sol». L'insécurité sociale tenaille les têtes et les corps. Les personnes interviewées sont à la recherche de l'élément par lequel peuvent et/ou doivent débiter des solutions politiques.

Il serait opportun de renouveler cette opération «questionnaire» sur un marché de quartier... En attendant, d'autres «séances de rue» sont prévues. Nous répétons actuellement deux mini-spectacles d'une dizaine de minutes, l'un sur le thème des «droits perdus», l'autre sur la «société de surveillance». Aucune «compétence» particulière en travail théâtral n'est nécessaire; seule la motivation militante sera porteuse de nos idées. Très peu de

Il faut sortir de la segmentation de la société et des luttes, faire prendre conscience de l'importance des enjeux auxquels nous sommes confrontés, informer, retrouver le sens du refus de l'inacceptable. Comment est-il possible que le progrès des droits sociaux ne soit plus un enjeu «majoritaire»?

(3) A l'heure où cet article est rédigé, les élections régionales n'ont pas encore eu lieu.

paroles seront d'ailleurs prononcées. Une ou deux phrases pour signifier la recherche sur le lieu de la «pièce» des droits... perdus. Quant à la société de surveillance et la politique de la peur, c'est un simple travail de déplacements, de gestes et de regards. Notre objectif est d'aboutir à quelque chose qui soit très lisible, très parlant pour un public de rue.

Par ailleurs un Café des droits de l'Homme sera organisé le 10 mars, à la veille des élections régionales. D'autres sont à suivre. Nous allons également écrire aux listes présentes aux élections régionales, pour leur proposer une rencontre avec la Ligue⁽³⁾.

Notre projet est, enfin, d'inviter les associations et organisations qui défendent les libertés et les droits sociaux à une rencontre autour de trois questions: l'égalité dignité pour tous, le respect des droits économiques et sociaux, le respect des libertés. A noter également l'idée, à moyen terme, d'une fête pour l'égalité et les solidarités.

Le rôle «incitatif» de la LDH

Il faut sortir de la segmentation de la société et des luttes, faire prendre conscience de l'importance des enjeux auxquels nous sommes confrontés, informer, retrouver le sens du refus de l'inacceptable. Comment est-il possible que le progrès des droits sociaux ne soit plus un enjeu «majoritaire»?

Nous devons inventer, pour la société civile, une façon d'intervenir dans le champ politique, tout en restant dans le champ associatif. En reproblématisant, repolitisant... La société civile doit «imposer» la volonté générale. Face aux contre-réformes, il s'agit d'identifier des propositions alternatives-clés.

Nous sommes contraints de déterminer, ensemble, des alternatives sur des champs aussi divers que ceux relatifs aux libertés, aux droits, à la démocratie, à

l'urgence climatique etc. L'enjeu est de répondre à l'essentiel des préoccupations du plus grand nombre et être capable de rassembler largement... sans pour autant constituer un nouveau collectif. La LDH doit rester humble. Elle n'est pas une «organisation de masse», qui pourrait parler pour les citoyen(ne)s et résident(e)s indépendamment des autres organisations. Pour autant, la Ligue peut être incitative et œuvrer pour que toutes et tous se retrouvent dans leur diversité, et leur spécificité.

L'«appel citoyen» devrait déboucher, dans les mois qui viennent, sur la préparation d'un «Pacte pour les droits et la citoyenneté» présentant des propositions concrètes sur lesquelles la LDH, avec ses partenaires de la société civile, demandera aux forces politiques de se prononcer à la fin de l'année. Ce «Pacte» doit, pour pouvoir peser, rassembler très largement un arc de forces dans la société civile. S'agissant de son élaboration avec les organisations avec lesquelles nous travaillons mais aussi les autres, il faut, de manière franche et ouverte, formuler nos propositions de méthode: débattre, sans a priori et largement, penser ensemble un autre chemin sur la base des propositions relatives aux droits et aux libertés de tous, et de chacun. En d'autres termes il s'agirait de dire: nous nous voyons dans les combats de chaque jour, les collectifs se multiplient, nous avons des objectifs communs, pourrions-nous nous rencontrer autrement?

Il nous faut sortir, ensemble, de la crise à laquelle nous sommes actuellement confrontés, avec un corps d'exigences alternatives qu'il s'agit de populariser et de proposer à nos concitoyens. L'enjeu? Ouvrir, enfin, un espace commun de parole politique, et conduire les forces politiques, candidats et partis, à débattre de ces alternatives et à s'engager dans les mois qui viennent. ●